



TUNISIE

Le pays est sous tension. Six agents de la garde nationale ont été tués le 23 octobre par un groupe armé. Pour la cinquième fois depuis le début de l'année 2013, un deuil national a été décrété. Alors que la transition démocratique est menacée, Polka a suivi cinq députées élues par les Tunisiens de France. Islamistes, membres du parti au pouvoir Ennahda, ou laïques, elles sont le symbole d'une nation tourmentée par la place de la religion dans la vie politique.

CINQ FEMMES AU BORD DE LA CRISE

A woman with dark hair, wearing a white long-sleeved top and a patterned scarf with blue and white polka dots, stands in front of a large, draped red curtain. She is looking towards the camera with a slight smile. The background is a solid red color with some faint, out-of-focus lights visible on the left side.

**Local du parti Al Massar,
Tunis, 3 octobre 2013**

*Franco-Tunisienne originaire
de la banlieue de Lyon, Karima Souid
a mis en sommeil ses activités dans le
tourisme en France pour se consacrer au
pays de ses parents qu'elle s'est
«réapproprié» depuis la révolution.*

**Reportage : Elisa Mignot
Reportage photo :
Pierre Terdjman / Cosmos
pour Polka Magazine**



PIERRE TERDJMAN
Assemblée nationale,
Tunis, 7 octobre 2013

Meherzia Laabidi, membre du parti Ennahda, est vice-présidente de l'Assemblée nationale constituante. L'autre élue islamiste des Tunisiens de France, Dalila Babba, ne siège pas ce jour-là. Elle est retournée pour quelques jours à Grenoble.





**Sit-in devant l'Assemblée nationale,
Tunis, 3 octobre 2013**

Karima Souid participe depuis le 26 juillet 2013, lendemain de l'assassinat du député de gauche Mohamed Brahmî, au sit-in quotidien organisé par l'opposition pour demander la dissolution du gouvernement.



**Dans l'Assemblée nationale,
Tunis, 7 octobre 2013**

Meherzia Laabidi fait ses cinq prières par jour. A l'Assemblée, les horaires des réunions et des séances ont été organisés pour que les temps de prière soient respectés. Une salle, non loin de l'hémicycle, est mise à disposition.

Exilées volontaires

par Elisa Mignot, envoyée spéciale à Tunis

Karima Souid a rapporté de France son sac bleu de boxe. Elle arrive tout juste et le pose dans le couloir de son appartement, en banlieue chic de Tunis. Depuis qu'elle a emménagé, la Franco-Tunisienne née à Vénissieux, près de Lyon, n'a guère eu le loisir de le meubler. Négociations, réunions, sit-in, le retour au pays de ses parents, de ses vacances, de ses excursions professionnelles est aussi exaltant qu'épuisant.

Directrice de projets dans le tourisme, Karima Souid est, à 42 ans, députée de l'Assemblée constituante tunisienne depuis novembre 2011. Elle aimerait trouver une salle de boxe pour s'entraîner. Sa vie est ici désormais.

Enfant d'immigrés, « 2^e génération » comme elle dit souvent, Karima Souid avait suivi la chute de Ben Ali, le 14 janvier 2011, via les réseaux sociaux et les appels téléphoniques à sa famille. Elle n'avait auparavant jamais voté en Tunisie. Marquée par les révoltes des jeunes issus de l'immigration maghrébine au début des années 80, elle préférait s'engager en France dans des associations luttant contre les discriminations. Proche du parti socialiste, elle n'avait pas voulu être une élue : « Pour colorer leurs listes avec des Arabes, non merci ! » Quand le parti tunisien Ettakatol, membre de l'Internationale socialiste, l'a approchée pour être l'un de ses candidats à l'étranger, elle a d'abord refusé puis s'est laissé convaincre : il fallait représenter les Tunisiens de l'étranger dans cette nouvelle Tunisie ; il fallait participer à la rédaction de la Constitution. « Nous, les immigrés qui sommes considérés comme des vaches à lait ou moqués et appelés "zmigris", devons être là », dit-elle avec sa voix grave, le regard noisette.

Le 23 octobre 2011, alors qu'elle est seule, en pyjama et dans sa cuisine devant une pizza tout juste livrée, elle apprend qu'elle est élue. Elle fait maintenant partie des 217 personnes qui, pendant un an, bâtiront les fondations de cette Tunisie née d'une révolution qui



PIERRE TERDJMAN Local du parti Al Massar, Tunis, 6 octobre 2013

La majorité des partis tunisiens vient de signer une feuille de route pour sortir du blocage politique. Cependant, Karima Souid et des collègues députés refusent de revenir siéger.



Tunis, 7 octobre 2013

A la suite d'une discussion avec l'opposition, Meherzia Laabidi, vice-présidente Ennahda de l'Assemblée, et Mustapha Ben Jaafar [à dr.], son président issu du parti Ettakatol, élaborent leur stratégie.

réclamait « Liberté, pain et dignité nationale ». Ennahda, le parti islamiste issu des Frères musulmans, sort, lui, grand gagnant de ces élections. Avec Ettakatol, le parti de Karima, et un autre parti laïc, le Congrès pour

la République (CPR), ils forment une troïka à la tête du gouvernement. A charge pour celle-ci d'assurer la gouvernance jusqu'aux prochaines élections et, pour les députés, de rédiger la Constitution et la future loi électorale. >>>

Pour la Tunisie, elles ont quitté leur vie française



>> Comme Karima Souid, dix députés allaient représenter la communauté tunisienne de France, estimée à 600 000 personnes. Parmi ces élus, cinq sont des femmes : deux pour Ennahda, une pour Ettakatol, une pour le CPR (le parti du président Moncef Marzouki) et une dernière pour le très à gauche Al Massar. Islamistes ou laïques, de gauche ou de droite,

elles ont toutes mis entre parenthèses leur vie hexagonale ; laissé maris et enfants pour montrer que l'immigration et leurs expériences françaises étaient une richesse pour leur pays d'origine ; souvent quitté leur travail pour prouver que les femmes politiques avaient une place dans cette nouvelle Tunisie. C'était il y a deux ans.

L'enthousiasme et l'envie de consensus post-révolution ont aujourd'hui bien des plombs dans l'aile. Chacun des camps revendique sa légitimité auprès du peuple qui se demande où sont les fruits de son soulèvement. L'opposition croit en une Tunisie éprise de libertés, héritière d'Habib Bourguiba, où la religion relève d'un choix individuel et non de la loi. Les islamistes sont, eux, persuadés que les habitants de ce pays musulman attendent que la religion se pratique librement et devienne une composante politique de leur nouvel Etat. Le peuple a voté en majorité pour nous, arguent-ils, tandis que l'opposition objecte que la révolution s'est faite sans aucun slogan religieux. A la fin du mois d'octobre 2013, la Tunisie est toujours en pleine tourmente démocratique, ses députés englués dans une guerre de position. L'opposition refuse de siéger à l'Assemblée depuis le 26 juillet et demande la mise en place d'un nouveau gouvernement de technocrates qui organiserait les prochaines élections. Les couloirs des institutions et des partis politiques bruissent de rumeurs et de tensions. Jetées dans les affres exaltantes d'une démocratie en train de se chercher, ces cinq femmes venues de France défendent « leur Tunisie ».

Karima a quitté il y a près d'un an le parti Ettakatol – « complice et vassal d'Ennahda » avec qui il gouverne, fustige-t-elle –, pour passer dans un parti d'opposition héritier du parti communiste, Al Massar. La Franco-Tunisienne a encaissé bien des coups depuis son élection. Accusée de vouloir importer la laïcité française, soupçonnée d'ingérence, considérée comme mauvaise Tunisienne car elle ne parlait pas l'arabe littéraire. Angoissée, elle a pris quelques kilos et fume bien plus. « Avant l'élection, Ennahda affichait des valeurs démocratiques qu'ils n'ont pas respectées. Ils n'ont pas le même projet de société que nous, martèle-t-elle, les lèvres tremblantes. L'islam politique nous a encore prouvé qu'il n'était pas compatible avec la démocratie. » Avec Nadia Chaabane, elle aussi députée des Tunisiens de France, elles partagent leur binationnalité, leur marque de cigarettes fines, leur appartenance au même parti de gauche mais pas la même distanciation. Née en Tunisie de père tunisien et de mère française, Nadia Chaabane a traversé la Méditerranée après son baccalauréat et milite depuis l'adolescence. Elle a toujours été très active dans l'opposition de gauche en exil. Son élection à l'Assemblée s'est faite dans la continuité de ses engagements auprès d'associations tunisienne, féministe et antiraciste. Aujourd'hui, son expérience militante dans l'Hexagone et >>

PIERRE TERDJMAN
Assemblée nationale,
Tunis, 4 octobre 2013

Noura Ben Hassen [aussi à gauche] enseignait à la fac de Lyon lorsqu'elle a été appelée, en 2012, par le parti laïc CPR pour remplacer la tête de liste nommée au gouvernement.



Sit-in devant l'Assemblée nationale

Militante active de la gauche en exil, Nadia Chaabane [aussi à gauche] a démissionné de son poste de professeur en sciences du langage à Marne-la-Vallée pour être députée du parti Al Massar. Elle a récemment loué un appartement près du lieu du sit-in.



"J'ai été élue pour écrire une Constitution, pas des fatwas"

NADIA CHAABANE

>> à travers le monde lui permet d'avoir un certain recul sur la situation de blocage que vit son pays. « On a discuté à l'Assemblée d'identité et de religion pendant un an et demi alors que les Tunisiens n'ont pas de problème avec ça. J'ai été élue pour écrire une Constitution, pas des fatwas, résume cette petite femme gironde à lunettes qui ne fait pas ses 48 ans. Il y a en Tunisie des acquis depuis plus de cinquante ans qui ne s'effacent pas comme ça. Le bras de fer avec Ennahda va durer des années mais je reste optimiste. Ce parti religieux n'est pas démocratique mais il n'a d'autre choix que de s'adapter. » Les deux femmes racontent avec exaspération qu'ont eu lieu dans l'hémicycle des débats sur l'avortement – autorisé en Tunisie depuis 1973 – d'autres sur l'excision, qu'il a fallu se battre pour que la femme soit

dans le XIX^e arrondissement de Paris pour cette nouvelle vie. Critiquée dans les médias et les manifestations (un slogan qui fait florès dit « la femme tunisienne n'est pas Meherzia ! »), cette « dame de fer » à l'autorité revendiquée accuse l'opposition d'avoir instrumentalisé les débats à l'intérieur de l'Assemblée. Autant elle peut être douce et drôle en parlant de son père imam et de son enfance à Grombalia au milieu des immigrés maltais, autant son regard se fait dur et ses mots tranchants quand elle parle politique. Non, Ennahda ne doit pas faire peur, au contraire, c'est « la première expérience où un parti à référence islamique semble réussir la transition démocratique aux côtés d'autres partis », défend-elle en ajustant son voile de soie claire. « Tout comme je refuse que la religion soit le monopole des intégristes, je refuse

"Nous devons réconcilier notre patrimoine religieux avec la démocratie, les droits de l'homme, l'égalité des sexes" MEHERZIA LAABIDI

considérée, dans les textes de loi, comme l'« égale » de l'homme et non comme « complémentaire », ou que la charia ne soit pas inscrite dans le texte constitutionnel.

Meherzia Laabidi lève les yeux au ciel. La députée Ennahda devenue vice-présidente de l'Assemblée en a « ras-le-voile » de ces discussions. « Nous devons réconcilier notre patrimoine religieux et notre religiosité avec l'appartenance au monde d'ici et maintenant, avec la démocratie, les droits de l'homme, l'égalité des sexes », dit-elle dans les couloirs marbrés de l'Assemblée. Cette traductrice-interprète et militante du dialogue interreligieux – elle est membre de l'ONG Religions for Peace – a laissé son mari et ses trois enfants

que les droits de l'homme et la démocratie soient le monopole des partis démocrates et de gauche. » Bien que ses opposants brocardent sa « pudibonderie », Meherzia Laabidi apparaît comme le versant présentable du mouvement islamiste. Ennahda est en effet traversé par des courants différents que l'opposition accuse, pour certains, d'être incompatibles avec la démocratie. Les laïcs dénoncent une islamisation rampante de la société, menée par des groupes salafistes, islamisation qui serait tolérée par les islamistes au pouvoir, voire encouragée par leurs discours politico-religieux.

« Pourquoi le peuple a-t-il choisi Ennahda ? Parce que sa référence, c'est l'islam. Les gens ont voté pour nous pour que l'on



préserve la religion dans la société, explique Dalila Babba, l'autre élue Ennahda des Tunisiens de France. Même le peuple nous reproche d'être faibles face à l'opposition. » Militante islamiste depuis ses 15 ans et fichée pour cela par le régime de Ben Ali, cette Grenobloise, mère de trois enfants, est toujours restée proche, avec son mari, des islamistes tunisiens. Sans se prononcer pour la charia, elle reste persuadée que tous les Tunisiens veulent que l'islam soit au cœur de leur vie privée et publique. Pour quelles raisons ? « Parce que les Tunisiens sont musulmans ! » lance-t-elle comme une évidence. Sur l'avortement et l'homosexualité, ses propos confus cachent mal ses opinions très conservatrices mais elle préfère éviter le sujet et parler de droit à la liberté. Sous Ben Ali, on ne voyait pas dans la rue d'hommes à barbe en djellaba et calotte, on n'entendait pas



PIERRE TERDJMAN
Hémicycle,
Tunis, 3 octobre 2013
Seuls les députés d'Ennahda, d'Ettakatol et du CPR, trois partis qui forment la troïka gouvernementale, siègent encore les mardis et jeudis, jours de séances. Sur les 217 députés, plus de 70 se sont retirés. Ils réclament que le gouvernement provisoire soit remplacé par un gouvernement de technocrates qui organisera les prochaines élections.

résonner de prêches dans les rues attenantes aux mosquées, on ne voyait pas des attroupements réclamant une scolarité islamique. Alors où mettre le curseur des libertés ?

A 33 ans dont dix années passées à étudier à Lyon, Noura Ben Hassen, benjamine des députées des Tunisiens de France, n'est pas inquiétée par cette phase de transition que vit son pays. « Les Tunisiens ont élu Ennahda car ils pensaient qu'ils allaient lutter contre la corruption. Ils étaient traumatisés par l'ère Ben Ali, explique la docteure en sciences de gestion. Cette élection était une première expérience. Vous savez, avant la révolution, tous les partis politiques tunisiens étaient dans la théorie, pas dans la pratique ! Il faut du temps et il faut se concentrer sur les vrais problèmes qui sont économiques plutôt que religieux. » Membre du CPR, allié

à Ennahda dans ce gouvernement de transition, la douce jeune femme au tailleur bleu turquoise et noir a fait le choix d'être dans le consensus, coûte que coûte.

« La place de la religion est un prétexte. L'enjeu, c'est le pouvoir, confie pour expliquer l'attitude de l'opposition Meherzia Laabidi dans sa voiture de fonction noire à rideaux noirs, accompagnée par son garde du corps. Soyons réalistes, la question est de savoir qui aura le crédit de la réussite de la transition démocratique pour en profiter aux prochaines élections ? » L'explication vaut sans doute au-delà de l'opposition... La vice-présidente islamiste de l'Assemblée concède avoir pris goût à la politique, à ce sentiment d'être acteur d'un moment historique, elle qui avait pour habitude d'être médiateur dans ses activités associatives. Ses quatre collègues

de France ne cachent pas non plus leur envie de continuer à participer à la vie du pays malgré la violence du contexte politique – deux figures de gauche ont été assassinées en février et juillet 2013. Depuis deux ans, leurs carapaces s'endureissent, leurs expériences s'étoffent et certaines d'entre elles feront assurément partie du paysage politique tunisien dans dix ans.

En attendant, Karima Souid n'a pas encore trouvé sa salle de boxe. En France, elle avait commencé ce sport comme on commence une thérapie, après le décès de son mari, il y a huit ans. Dans sa nouvelle vie, les enseignements de boxe anglaise lui ont déjà bien servi. Pas question de mettre son poing dans la figure d'un collègue mais « combativité, ténacité et résistance ont été plus qu'utiles », dit-elle, le regard éloquent. La démocratie aussi est un sport de combat. ● **E.M.**